

Le destin trop peu clair de l'argent de la culture

Ces derniers temps, trop de festivals sont organisés, mais on ne sait pas comment est dépensé concrètement l'argent public. A travers deux manifestations organisées cette année, nous essaierons de comprendre les tenants et les aboutissants de cette réalité.

Par Ahmed Cheniki

Ce serait la débandade au «Festival national du théâtre professionnel» et à «Tlemcen, capitale de la culture islamique» qui ne semblent pas attirer le public d'Alger et de Tlemcen, malgré la considérable manne financière mobilisée pour ces deux manifestations. Défections, programmation trop peu sérieuse et opacité au niveau des finances caractérisent ce territoire trop marqué par les jeux de la gabegie et de dépenses peu transparentes de l'argent public. Nos passages dans ces espaces, les échos de la presse et les réactions désormais hostiles de gens des métiers de l'art donnent à voir une situation extrêmement dramatique davantage aggravée par le niveau des pièces présentées et des colloques organisés lors de ces manifestations qui seraient, selon la presse et de nombreux artistes, d'un niveau extrêmement bas.

Ce qui se pose, à travers cette réalité, c'est la lancinante question de la gestion opaque de l'argent public. Déjà, il y a quelques années, des cadres du ministère de la Culture avaient, dans un texte, dénoncé ce qu'ils avaient considéré comme une «scandaleuse dilapidation des deniers publics» à l'occasion d'«Alger, capitale de la culture arabe» qui aurait consommé largement plus de 150 millions d'euros sans une véritable rentabilisation symbolique et/ou matérielle de cet événement aujourd'hui oublié. On susurre officieusement que la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» coûterait au contribuable la bagatelle de plus de 12 milliards de dinars (les estimations ne sont pas loin de 130 millions d'euros) alors que le festival du théâtre semble trop peu prompt à livrer ses chiffres. Ce qui risquerait de donner le tournis à de nombreux lecteurs qui ne comprendraient pas les raisons de la régression du théâtre et des activités culturelles alors que le ministère de la Culture vient de bénéficier d'un budget conséquent de 0,82% (23 milliards de dinars) de l'enveloppe nationale dépassant ainsi le ministère français de la Culture qui peine encore à atteindre le cap de 0,75%.

La question du développement de la

culture ne se pose nullement en termes d'enveloppe budgétaire allouée au secteur, mais de déficit chronique au niveau de la gestion de l'activité et de l'entreprise culturelle. C'est l'absence totale d'un projet culturel viable prenant en charge tous les volets de la production artistique et littéraire qui se fait gravement sentir. Certes, la culture a grandement besoin d'argent pour se développer, mais celui-ci devrait servir un projet culturel, avec des objectifs et une démarche claire. Ce n'est pas sans raison que dans le site internet du ministère de la Culture, la rubrique «politique du secteur» est vide (en construction, nous annonce-t-on), ce qui dénote du peu d'intérêt accordé à une gestion rationnelle de la chose culturelle à partir d'objectifs et de données claires qui ne se réduiraient pas à la centaine de festivals à caractère «local», «national» et «international» pouvant peut-être, pour l'écrasante majorité de ces manifestations, constituer tout simplement l'activité ordinaire de structures culturelles fermées presque toute l'année. Quelques festivals, bien entendu, seraient indispensables, mais correspondant à des choix et à des objectifs déterminés.

Tout travail culturel devrait être fait dans la durée, en dehors de ces manifestations ponctuelles desservant tragiquement le secteur, mais profitant peut-être à quelques personnes trouvant leurs comptes dans une réalité trop peu transparente. Cette opacité est à l'origine de nombreux malentendus qui, dans un espace normal, aurait provoqué de véritables enquêtes sur la dépense et la destination réelle de l'argent public. Les signataires du texte dénonçant la gabegie ayant entouré «Algérie, capitale de la culture

Les «hommages» (à la pelle, c'est facile) et les larmes versées après la disparition de quelques noms sont inefficaces face au désarroi et au désespoir de ces hommes et de ces femmes qui ont énormément apporté à la représentation littéraire et artistique, condamnés à vivre sans aucune couverture sociale.



Cérémonie populaire d'ouverture de «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011».

arabe» avaient tout simplement demandé la mise en œuvre d'enquêtes pouvant déterminer les dessous marquant le fonctionnement de cette manifestation. Comme d'ailleurs pour le festival panafricain de la culture

dont on ne connaît pas les «bénéfices» symboliques et matériels. Toute dépense, toute invitation, tout colloque devraient être justifiés et les Algériens mis au courant du détail des sorties financières, au moins, au début et à l'issue de ces manifestations. Ces derniers temps, des situations trop peu claires sont dénoncées à Tizi-Ouzou, Oran, Annaba, Boumerdès et dans bien d'autres contrées, comme d'ailleurs certaines opérations de restauration qui, certes, sont néces-

saires, mais qui devraient se caractériser par une certaine transparence. Au-delà de ces dernières manifestations (festival du théâtre dit professionnel et Tlemcen, capitale de la culture islamique) où des conflits latents ont fini par éclater au grand jour comme le refus du wali de Tlemcen de cautionner une telle manifestation, ou de nombreux artistes refusant ce type de zerdas sans aspect festif du festival du théâtre exigeant une protection sociale et des droits légitimes à des artistes qui souffrent tragiquement d'une absence totale de couverture sociale, par exemple. Le sit-in organisé à l'ouverture du festival du théâtre dit professionnel a quelque peu permis d'apporter une certaine information sur la grave situation du monde des arts. L'attitude des pouvoirs publics est scandaleuse, relevant d'une situation de «non-assistance à personnes et à patrimoine en danger».

Les «hommages» (à la pelle, c'est facile) et les larmes versées après la disparition de quelques noms sont inefficaces face au désarroi et au désespoir de ces hommes et de ces femmes qui ont énormément apporté à la représentation litté-

raire et artistique, condamnés à vivre sans aucune couverture sociale. On annonce la constitution, encore un, d'un «conseil national des arts et des lettres», une structure uniquement consultative dont les contours ne semblent pas clairs, selon les échos de la presse. Mais ce qui caractérise ce conseil, c'est l'absence totale de fonctionnement démocratique. Tout s'articule autour du ministre à qui incombe la responsabilité de choisir ses membres (11 sur 13), le président et ses deux adjoints. Ce qui montre encore une fois qu'en Algérie, les responsables ne sont pas prêts à admettre une certaine ouverture démocratique, préférant concentrer tous les pouvoirs de contrôle et de désignation. N'aurait-il pas été sérieux et légitime de recourir au mode électif au lieu de la désignation des membres, lieu, par excellence du fonctionnement dictatorial ? Ce type d'organisation, par le haut, est à l'origine de nombreux dégâts. Au moment où le monde gronde contre ces dérives totalitaires, on continue à faire la sourde oreille. Déjà, des candidats au «conseil» commencent à se manifester. Ce seraient les mêmes personnes gravitant autour des lieux du pouvoir et du ministère de la Culture.

Le festival du théâtre dit professionnel et celui de Tlemcen continuent leur chemin, fantomatiques, convoquant un public d'invités, tournant le dos à la ville sans se soucier apparemment le moins du monde de l'argent public dont certains disent qu'il est mal dépensé.

Au square Port-Saïd, au TNA, c'est la clôture d'une manifestation de deux semaines, alors qu'une semaine aurait largement suffi, c'est le temps des discours d'autosatisfaction des organisateurs qui, après avoir courtisé pendant longtemps, puis répudié l'année dernière les Égyptiens au terme d'un match de foot, à l'instar de toutes les structures du ministère de la Culture, se rendent compte qu'ils avaient confondu beaucoup de choses et les réinvitent. Il y aurait ce soir des prix à distribuer alors que les échos journalistiques et des invités évoquent un véritable fiasco (deux pièces ont eu la faveur, parfois réservée, de la presse) d'ailleurs prévisible. Il y aurait des discours et des «recommandations» qui nous feraient penser aux réunions du comité central du FLN, parti unique.

A. C.

À L'OCCASION DE LEUR JOURNÉE NATIONALE

Des artistes honorés à Jijel

La Direction de la culture organisera, conjointement avec la maison de la culture Omar-Oussedik, une activité culturelle distincte à l'honneur des artistes de la wilaya de Jijel, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artiste qui aura lieu le 8 juin 2011 à la maison de la culture Omar-Oussedik.

Selon le directeur de la culture de la wilaya, Khaldi Mokhtar, son secteur va honorer des artistes qui ont contribué à la promotion de l'action culturelle dans les différents arts, en guise de reconnaissance pour leur importante contribution dans la vie culturelle et artistique de la wilaya, ainsi que pour leur rôle dans la guerre de Libération nationale tels le metteur en scène Bousseloua Salah, le musicien Nafaa Youcef, le peintre Menaâ Mohamed, les poètes Benmeriouma Mahmoud, Boularas Fatima-Zohra, Lina Affane Badia, le musicien Bourouis Saïd, le poète Badis Serar, la plasticienne Boudebza Ghania, l'élève de l'école Alhane Ouâ Chabab Bedouhane Mounir et l'artiste prometteuse Merouane Hayet.

Cette manifestation s'inscrit en droite ligne avec les grandes directives de la ministre de la Culture visant la réhabilitation de l'action culturelle dans différents arts et expressions artistiques.

B. Inès